

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2024**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**IDFM: VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION OBLIGATOIRE (ACOMPTE), DES SUBVENTIONS
TARIFICATION SOLIDARITÉ TRANSPORT ET IMAGE R POUR 2024**

Sommaire

| | |
|---|----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 5 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION | 8 |
| Annexe 1 : Fiche projet tarification solidarité transport (TST) | 9 |
| Annexe 2 : Fiche projet Imagine R (IR) | 12 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vous propose d'attribuer à Île-de-France Mobilités un acompte de la contribution obligatoire et les subventions tarification solidarité transport et Imagine R pour 2024.

1. Attribution de la contribution obligatoire : premier versement pour 2024

A la suite des Assises du financement des transports franciliens coorganisées par la préfecture de Région et Île-de-France Mobilités en janvier 2023, et après 4 années de demandes réitérées de la part de la présidente d'Île-de-France Mobilités, un protocole de financement qui garantit l'exploitation des transports collectifs franciliens entre 2024 et 2031 a été signé avec le ministre chargé des transports, Clément Beaune, le 26 septembre 2023.

Île-de-France Mobilités présente en effet un besoin prévisionnel de financement de 800 millions d'euros en 2024 et 2,7 milliards d'euros en 2031. Ce besoin résulte de la mise en service de nouvelles lignes, du renouvellement impératif du matériel roulant et de 200 millions d'euros de surcoûts liés aux Jeux Olympiques.

Le protocole de financement Etat - Île-de-France Mobilités, validé par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités lors de sa séance du 12 octobre 2023, est basé sur un effort juste et partagé entre tous les financeurs, qui vise à maintenir les équilibres de financement actuels des transports en commun franciliens (soit en moyenne sur la période 2023-2031, 52,5% des recettes de fonctionnement couvertes par des recettes fiscales votées en loi de finances et 47,5% des recettes de fonctionnement couvertes par les contributions des collectivités locales et des voyageurs fixées par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités). Ainsi, le financement d'Île-de-France Mobilités d'ici à 2031 passera par une augmentation équilibrée des contributions de tous ceux à qui profitent l'amélioration des transports en commun.

A la suite de cet accord, un protocole entre Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France, les départements franciliens et la ville de Paris sur le financement du système de transport francilien entre 2024 et 2031, a été adopté par le conseil régional lors de sa séance plénière de novembre 2023.

Ce protocole traduit les engagements déclinés dans le protocole entre l'Etat et Île-de-France Mobilités, et vise à établir un financement pérenne d'Île-de-France Mobilités sur la période 2024-2031. Il permettra à Île-de-France Mobilités de poursuivre l'exploitation du réseau existant, ainsi que l'important programme d'investissements prévu pour les dix prochaines années.

Ainsi, la région Île-de-France, les départements franciliens et la ville de Paris prennent pleinement leurs responsabilités, et s'engagent à augmenter sur la période 2024-2031 leurs contributions statutaires dans les conditions précisées dans le protocole.

Pour l'année 2024, le protocole prévoit une hausse des contributions publiques obligatoires à hauteur de l'inflation + 2 points, soit pour la région Île-de-France un montant de **764,348 millions d'euros**. Il vous est donc proposé d'attribuer une première partie de la contribution régionale statutaire et obligatoire à Île-de-France Mobilités pour 2024, ayant vocation à couvrir les six premiers mois de l'année, et d'affecter une autorisation d'engagement correspondante pour un montant de **382, 175 millions d'euros**.

2. Attribution des subventions relatives au financement des déplacements des personnes les plus modestes et au financement des déplacements des jeunes

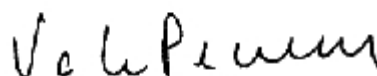
La Région reste également pleinement mobilisée pour soutenir les déplacements des jeunes et des personnes les plus modestes. Il vous est ainsi proposé d'attribuer à Île-de-France Mobilités pour l'année 2024 la subvention relative au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour un montant de **72,44 millions d'euros** et la subvention relative au financement des déplacements des jeunes (Imagine R) pour un montant de **23,9 millions d'euros**.

Ces montants ont été fixés dans les conventions entre la Région et Île-de-France Mobilités, approuvées en janvier 2018, et prorogées depuis par avenants.

Conformément aux deux derniers avenants passés pour l'année 2024, ces deux subventions feront l'objet d'une évaluation depuis le début de leur mise en œuvre et sera réalisée avant le 1^{er} juillet 2024 par Ile-de-France Mobilités en vue de définir les bases de la nouvelle convention pour la période suivante.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 31 JANVIER 2024

IDFM: VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION OBLIGATOIRE (ACOMPTE), DES SUBVENTIONS TARIFICATION SOLIDARITÉ TRANSPORT ET IMAGINE R POUR 2024

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16-12 et R.1241-1 à R. 1241-66 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 2020-1007 du 6 août 2020 relatif à Île-de-France Mobilités ;

VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 relative aux conventions entre la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019 et 2020 pour la tarification solidarité transports et Imagine R ;

VU la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R ;

VU la délibération n° CP 2022-369 du 10 novembre 2022 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU les assises du financement des transports franciliens 2024-2030 organisées par Île-de-France Mobilités et la Préfecture de Région le 23 janvier 2023 ;

VU le protocole entre l'Etat et Île-de-France Mobilités sur le financement de l'exploitation du système de transport francilien entre 2024 et 2031, signé le 26 septembre 2023 entre la Présidente d'Île-de-France Mobilités et le Ministre chargé des transports ;

VU le vœu relatif à l'adoption par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 12 octobre 2023 du protocole entre Île-de-France Mobilités, la Région Île-de-France, les Départements d'Île-de-France ainsi que la Ville de Paris sur le financement de l'exploitation du système de transport francilien entre 2024 et 2031 ;

VU la délibération n° CR 2023-053 du 16 novembre 2023 sur le protocole de financement entre Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France, les départements d'Île-de-France et la ville de Paris ;

VU la délibération n° CP 2023-317 du 17 novembre 2023 relative aux subventions attribuées à Île-de-France Mobilités (PAM, TST, Imagine R) ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2024 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2024-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter à Île-de-France Mobilités une autorisation d'engagement de 382 175 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-004 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18200401 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2024.

Article 2 :

Décide d'attribuer à Île-de-France Mobilités au titre de la participation régionale en 2024 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 72 440 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit 72 440 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-005 « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18200502 « Aide au transport des personnes les plus modestes », du budget 2024.

Article 3 :

Décide d'attribuer à Île-de-France Mobilités au titre de la participation régionale en 2024 au financement de la carte Imagine R, une subvention forfaitaire d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-005 « Actions spécifiques en matière de

tarification », action 18200501 « Carte Imagine R », du budget 2024.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche projet tarification solidarité transport (TST)

DOSSIER N° 24000011 - Action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour 2024

Dispositif : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes (n° 00000294)

Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018

Imputation budgétaire : 938-820-657363-182005-200

Action : 18200502- Aide aux transports des personnes les plus modestes

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes | 72 440 000,00 € HT | 100,00 % | 72 440 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 72 440 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Laurent PROBST, DIRECTEUR GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport (réduction de 50% à 75%).

Les conditions d'éligibilité aux dispositifs « Solidarité Gratuité » et « réductions 50% à 75% » sont définies par Île-de-France Mobilités et sont détaillées sur le site solidaritetransport.fr.

Détail du calcul de la subvention :

La convention porte la contribution de la Région en 2024 à hauteur de 72 440 000 €.

La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Annexe 2 : Fiche projet Imagine R (IR)

DOSSIER N° 24000009 - Financement des déplacements des jeunes en transport en commun pour 2024

Dispositif : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R (n° 00000291)

Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018

Imputation budgétaire : 938-820-657363-182005-200

Action : 18200501- Carte Imagine R

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R | 23 900 000,00 € HT | 100,00 % | 23 900 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 23 900 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Laurent PROBST, DIRECTEUR GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Île-de-France Mobilités a créé en juin 1998 les abonnements annuels appelés Imagine R Scolaire et Imagine R Etudiant destinés aux jeunes Franciliens de moins de 26 ans scolarisés. Les conditions générales d'abonnement sont sous la responsabilité d'Île-de-France Mobilités. La vocation des abonnements Imagine R, grâce à un titre de transport peu coûteux et d'usage simple, est d'inciter les jeunes voyageurs à utiliser régulièrement les transports collectifs aussi bien pour leurs déplacements obligés résidence - lieu de formation que pour leurs déplacements de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention de la Région vise plus précisément à contribuer au financement des coûts découlant du transfert de la clientèle des étudiants de l'abonnement Navigo vers l'abonnement Imagine R.

La subvention de la Région pour 2024 est de 23,9 M€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.